

# Pleins feux sur le secteur Karité : Besoins et opportunités d'investissement en Afrique de l'Ouest



Résultats de l'analyse de secteur Karité impliquant un éventail de parties prenantes, notamment l'initiative Mobiliser le Capital pour la Chaîne de Valeur du Karité en Afrique de l'Ouest co-organisée par Just Rural Transition (JRT), le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), l'Alliance Globale du Karité (AGK) et les conseillers commerciaux durables d'Acacia en novembre et décembre 2021.

## Contexte

La mobilisation du capital pour les petites et moyennes entreprises agricoles (PME agricoles) dans les régions du monde perçues comme à haut risque est un élément essentiel d'une transition juste vers des systèmes agroalimentaires durables et résilients. Ce document explore les besoins et les opportunités d'investissement d'une chaîne de valeur spécifique, le karité, dans les zones arides d'Afrique de l'Ouest, une région qui pose des défis environnementaux, politiques et économiques particuliers pour les investissements du secteur privé, mais qui offre des opportunités passionnantes aux investisseurs capables de s'attaquer à son contexte spécifique, et qui bénéficie d'un soutien international croissant. Cela comprend plus de 14 milliards USD de nouveaux financements promis au début de 2021 par les donateurs publics à l'initiative Great Green Wall, qui vise à restaurer 100 millions d'hectares de terres et à créer 10 millions d'emplois écologiques en Afrique. Le document détaille la nature et les rôles des PME travaillant sur le karité, les défis spécifiques auxquels elles sont confrontées et des recommandations sur la manière de renforcer le secteur du karité, apportant un éventail d'avantages sociaux et environnementaux.

## Pourquoi WBCSD et JRT se concentrent sur le secteur du karité en Afrique de l'Ouest

Les avantages de l'investissement dans le karité en Afrique de l'Ouest comprennent des rendements potentiellement solides dans un secteur à croissance rapide, l'autonomisation des communautés et l'amélioration des revenus - notamment pour les femmes en milieu rural qui récoltent et traitent traditionnellement les noix de karité, et la sauvegarde et la restauration de la nature. L'AGK estime que plus de 16 millions de femmes sont directement et indirectement impliquées dans le secteur du karité en Afrique et qu'elles collectent environ 920 000 tonnes d'amandes par an en moyenne. En outre, environ 1 milliard d'arbres à karité en Afrique de l'Ouest retiennent ~ 1,5 million de tonnes de CO<sub>2</sub> chaque année.<sup>1</sup>

Environ 85 % des noix de karité sont vendues sous forme de noyaux dans le secteur alimentaire, la transformation du beurre de karité pour les marchés nationaux et régionaux et pour le secteur cosmétique représentant la majeure partie des 15 % restants. En outre, le secteur comprend un grand nombre de PME agricoles qui s'approvisionnent auprès de femmes en milieu rural récoltant les noix de karité, souvent par le biais de coopératives rurales et d'autres agrégateurs et intermédiaires. Le soutien à ces PME, et aux coopératives de producteurs, pour améliorer leurs capacités commerciales et accéder au financement aiderait à améliorer leur capacité à se développer, à ajouter de la valeur, à générer plus d'emplois et à améliorer les moyens de subsistance des femmes dans la région.

## PME du secteur Karité :

Les PME du secteur du karité sont largement réparties en termes de taille et de rôle au sein de la chaîne de valeur. Dans le cadre de cette initiative, les partenaires du projet ont publié un portefeuille de PME agricoles (et d'autres parties prenantes du secteur) pour démontrer la diversité des entreprises recherchant une assistance financière et technique. Le document est accessible en [anglais](#) et en [français](#). Trois PME agricoles figurant dans le portefeuille ont également fait une présentation lors du dialogue sur l'ensemble de la chaîne de valeur le 29 novembre 2021 :

1. **La Fédération nationale des productrices d'amandes et de beurre de karité du Bénin [FNPK-Bénin]** : Une organisation nationale de plus de cinq syndicats, 66 coopératives et 50 000 femmes productrices de beurre de karité, collecteurs et transformateurs qui vise à autonomiser les femmes du secteur en les organisant pour la collecte et le traitement des fruits et des noix.



2. **Mali Shi:** Un transformateur industriel de beurre de karité et d'autres huiles végétales d'une capacité annuelle de 30 000 tonnes de noyaux de karité pour produire 14 000 tonnes de beurre de karité.
3. **Sheer Babe:** Une entreprise basée au Ghana qui produit des produits bio pour les cheveux et la peau à partir de produits à base de karité.

Ce ne sont que trois exemples d'une gamme d'entreprises figurant dans le portefeuille. Chacun recherche des montants différents de financement et fait face à des défis pour accéder à l'investissement. Une enquête menée en 2021 auprès de 62 membres de l'AGK, toutes catégories confondues, avec un accent particulier sur les PME et les coopératives de la filière karité en Afrique de l'Ouest, par ImpactAgri et Financial Sector Deepening Africa (FSD) en partenariat avec l'AGK, a révélé que :

- La plupart des PME sont petites en termes de revenus annuels et de financements levés à ce jour. Environ 30 % ont levé moins de 20 000 USD et seulement 20 % ont levé entre 20 000 USD et 100 000 USD.
- La majeure partie de ces financements provient de la famille et des amis, et 40 % du total des financements a été sous la forme de subventions de donateurs.
- La majorité des PME ne sont pas en mesure d'accéder aux financements des secteurs bancaires ou d'investissement formels.

### Barrières principales pour les PME

Les principaux obstacles à l'accès aux financements signalés par les PME comprennent :

- Répondre aux exigences de volume et de qualité des acheteurs
- Paiements retardés par les acheteurs
- Ne pas être en mesure de développer leurs activités à l'échelle requise pour être éligible à la plupart des institutions financières, principalement en raison de fonds limités pour accéder à des approvisionnements suffisants en noix de karité et également pour acquérir l'équipement et les matériaux utilisés pour transporter, sécher, stocker et traiter les noix de karité.
- Incapacité à fournir des garanties ou des dossiers financiers requis par les institutions financières.
- Coût élevé de financement - si disponible - et calendrier des remboursements de prêts qui n'est pas lié au cycle économique du karité.
- Manque de financement pour soutenir le coût des certifications qui sont liées à l'amélioration des apports socio-économiques et environnementaux et à l'amélioration de l'accès au marché et des primes de prix associées.
- Manque de compréhension par les institutions financières de la manière d'évaluer les opportunités de financement des PME.

Plusieurs investisseurs, prêteurs et fournisseurs de services de développement des entreprises (SDE) et d'assistance technique (AT) qui ont participé au dialogue sur la chaîne de valeur du secteur du karité le 29 novembre ont approuvé les contraintes signalées par les PME, qui s'appliquent également de manière générique à la plupart des PME, mais ils ont noté quelques contraintes supplémentaires pour le secteur du karité :

- Un préjugé négatif accru à l'égard des femmes entrepreneurs dans le secteur financier traditionnel, encore largement conservateur, de la région, aggravé par
- Un accès réduit aux garanties par rapport aux hommes, ce qui constitue une barrière de genres à l'obtention de financements.
- Les difficultés rencontrées par les PME du secteur pour embaucher et conserver des cadres intermédiaires de qualité (comptables, experts-comptables, personnel chargé du contrôle de la qualité, etc.) limitent considérablement la capacité des entrepreneurs à gérer la croissance et à accéder aux financements ; bien qu'il s'agisse d'un défi général pour les PME, les contraintes semblent particulièrement prononcées dans le secteur du karité.

Un certain nombre de parties prenantes ont également noté qu'il y a peu de fournisseurs de SDE ou d'AT qui soutiennent les PME du secteur du karité, et aussi qu'il n'y a actuellement aucun incubateur ou accélérateur d'entreprise actif dans le secteur.<sup>2</sup>



## Recommandations

### En général :

- Étant donné que le secteur du karité a un impact significatif sur les moyens de subsistance des femmes en milieu rural et qu'il est uniquement prévu qu'il s'étende en raison de la demande croissante des consommateurs, il existe un besoin fondamental pour les institutions financières de développer des mesures incitatives supplémentaires et des mesures d'atténuation des risques afin qu'elles puissent devenir pertinentes et actives dans le secteur.
- Il est également nécessaire et possible de s'appuyer sur les efforts visant à soutenir les différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement du karité afin qu'ils jouent des rôles distincts mais complémentaires pour aider à combler le déficit de financement actuel, notamment les institutions financières, le secteur public, les donateurs et le secteur privé - en particulier les grands acheteurs et transformateurs de noix de karité et les marques grand public.
- L'AGK cherche à faciliter les interactions et la complémentarité entre ces différentes parties prenantes et des contributions financières supplémentaires pour étendre et approfondir cet engagement lui seraient utiles. Un financement accru est nécessaire pour tirer parti des activités mises en œuvre par l'AGK avec le soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), du Cadre intégré renforcé (CIR), de la Société allemande pour la coopération internationale (GIZ), de l'initiative SheTrades du Centre du commerce international (CCI) et d'autres organismes, qui s'attaquent à un certain nombre d'obstacles auxquels les PME et les exploitants et transformateurs ruraux sont confrontés.
- Utilisation accrue de [l'outil de financement numérique des PME agricoles](#) pour faciliter les interactions entre les PME et les institutions financières et les fournisseurs de BDS et d'AT dans le secteur (et d'autres secteurs).

### Actions recommandées pour les donateurs et les institutions financières de développement (IFD) :

- Améliorer le soutien aux organisations non gouvernementales (ONG) et aux autres acteurs concernés pour le regroupement des femmes collectrices en coopératives et associations et leur accès aux fonds de roulement pour amasser des noix de karité en plus grandes quantités ; c'est aussi un préalable pour que les institutions financières puissent interagir de manière rentable avec les récoltants et les producteurs.
- Augmenter le soutien aux ONG et aux coopératives et associations de récoltants de karité pour la diversification des revenus des femmes collectrices (comme pour la production de légumes saisonniers, l'apiculture, la culture de céréales, par exemple le millet, le sorgho, le sésame, le fonio, etc.), et l'amélioration des liens avec le marché pour ces nouvelles cultures. Cela vise non seulement à améliorer les moyens de subsistance, à réduire la dépendance vis-à-vis du karité et à générer des revenus à d'autres moments de l'année, mais également à fournir d'autres PME rurales qui commercialisent ces cultures et produits.
- Accroître la fourniture de financements mixtes pour aider les institutions financières intéressées à devenir actives (ou plus actives) dans le secteur du karité par le biais d'un soutien à l'atténuation des risques, comme des garanties de prêt partielles et des réserves de première perte, pour financer les PME.
- Soutenir les incubateurs et accélérateurs commerciaux pour qu'ils s'engagent auprès des PME du secteur.
- Accroître le soutien à une offre plus large de SDE et d'AT aux PME, notamment celles qui sont relativement petites et en phase de démarrage, afin de les aider à se préparer au crédit et à l'investissement ; la plupart des institutions financières n'envisagent pas d'accorder des financements inférieurs à 200 000 USD, la majorité d'entre elles ayant des seuils de financement minimum nettement plus élevés.

- Lier la fourniture de SDE et d'AT à des incitations et avantages concrets pour les PME, tels que l'accès à des subventions récupérables ou à des prêts initiaux à faible taux d'intérêt à petite échelle (potentiellement à partir de fonds de prêts renouvelables dédiés gérés par les incubateurs et/ou accélérateurs) et également présentés aux institutions financières intéressées, y compris les institutions de microfinance (IMF) rurales.
- Soutenir les banques rurales, les institutions financières non bancaires (IFNB) et les IMF pour qu'elles prêtent aux PME du secteur du karité, car dans de nombreux pays du GGW, elles sont plus susceptibles que les grandes banques ou les investisseurs ou prêteurs d'impact de financer les PME du secteur du karité.

### Recommander des actions pour les PME :

- Augmenter les dépenses pour embaucher des cadres « moyens » qualifiés et/ou des consultants afin de mettre en œuvre avec succès les stratégies commerciales et de gérer la croissance.
- Demander l'aide des fournisseurs de SDE et des experts en la matière pour améliorer leur capacité organisationnelle et interagir de manière plus efficace et crédible avec les institutions financières.
- Améliorer la capacité à collecter, traiter et gérer les informations en général et celles qui intéressent les institutions financières en particulier.
- Compte tenu des exigences actuelles de financement minimum de la plupart des institutions financières, chercher à établir des relations avec les IFNB et les IMF rurales.

### Actions recommandées pour les investisseurs et les prêteurs :

- Améliorer la compréhension et l'engagement des PME dans le secteur, y compris avec les fournisseurs de services d'aide à la décision et d'assistance technique et, si possible dans un avenir proche, avec les incubateurs et accélérateurs d'entreprises, qui peuvent aider à identifier les PME candidates au financement par emprunt et par capitaux propres et à leur faire

prendre de nouveaux risques.

- Piloter l'utilisation de nouveaux prêts et autres produits financiers pour les associations de récolte et de transformation du karité et les PME qui s'approvisionnent auprès d'elles, notamment pour le fonds de roulement afin de s'approvisionner en plus gros volumes de noix de karité et les dépenses d'investissement. Ce fonds de roulement peut également améliorer l'accès aux entrepôts, au traitement et à d'autres équipements connexes afin d'augmenter la chaîne de valeur et d'obtenir de meilleurs prix et conditions contractuelles. Ces prêts et investissements nécessiteront probablement l'accès à des financements mixtes de la part des bailleurs de fonds et des institutions de financement du développement, dans l'espoir que les expériences réussies seront mises à l'échelle

et reproduites par les institutions financières participantes et leurs partenaires fournisseurs de services de développement des entreprises et d'assistance technique.

- Participer à des initiatives conçues pour abaisser considérablement leurs seuils de prêt minimum actuels et pour rationaliser leurs procédures et pratiques. L'exemple d'Aceli Africa, en Afrique de l'Est, est particulièrement pertinent. Le financement mixte est utilisé avec succès pour encourager et réduire les risques liés au crédit fourni par les banques locales et d'autres institutions financières.<sup>9</sup>

#### Pour les grandes entreprises :

- Conclure des accords contractuels plus clairs et à plus long terme avec les PME stratégiques et les fournisseurs coopératifs.

- Renforcer la résilience de leurs partenaires de la chaîne de valeur en amont en soutenant la diversification des revenus dans d'autres cultures, l'amélioration du transport des noix de karité, les installations de stockage et de traitement, etc.
- Contribuer à la prise en charge des coûts de la certification et de l'amélioration de la traçabilité pour les organisations d'exploitants et les PME auprès desquelles elles s'approvisionnent, en particulier les dépenses initiales et transitoires associées.
- Fournir une garantie de prêt partielle/des réserves pour premières pertes et/ou d'autres accords d'atténuation des risques aux institutions financières qui fournissent des crédits à leurs partenaires de la chaîne de valeur en amont.

### Prochaines étapes

À la fin du dialogue du 29 novembre, un sondage a été effectué avec tous les participants, y compris sur le type de suivi après l'événement. Les réponses sont visibles dans le graphique ci-contre.

JRT, le WBCSD, l'AGK et les conseillers en affaires durables d'Acacia contribueront à faciliter les interactions entre les PME, les investisseurs, les prêteurs et les fournisseurs de services d'assistance technique et de développement des entreprises afin d'explorer les possibilités de collaboration future. L'AGK envisage également d'organiser un événement similaire à l'avenir, en fonction des résultats de l'événement actuel et des enseignements tirés.



## NOTES DE FIN

- <sup>1</sup> Shea Value Chain as a key pro-poor carbon fixing engine in West Africa. FAO and GSA.
- <sup>2</sup> While support for a Great Green Accelerator has been pledged by a number of donors, this initiative is currently not engaging GSA member SMEs or other stakeholders: <https://www.greatgreenwall.org/great-green-wall-accelerator?>
- <sup>3</sup> <https://just rural transition.org/case-study/aceli-africa/>  
<https://aceli africa.org/aceli-year-1-learning-report/>

### Pour en savoir plus sur ce travail, contactez:

Melanie Levine, [levine@wbcsd.org](mailto:levine@wbcsd.org)  
Manager, Food & Agriculture, WBCSD

## À PROPOS DE JUST RURAL TRANSITION

Just Rural Transition est un partenariat entre Meridian Institute, qui abrite le secrétariat et gère l'axe de travail Policy Action, et WBCSD (World Business Council for Sustainable Development), qui gère l'axe de travail Investment Partnerships.

## À PROPOS DU WORLD BUSINESS COUNCIL FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT (WBCSD)

WBCSD (World Business Council for Sustainable Development) est la première communauté mondiale dirigée par les PDG de plus de 200 entreprises durables parmi les plus importantes au monde, travaillant collectivement pour accélérer les transformations système nécessaires pour un avenir neutre en carbone, positif pour la nature et plus équitable.

À cette fin, nous coopérons avec des dirigeants et leaders du développement durable issus du monde des affaires et d'ailleurs pour partager des informations pratiques sur les obstacles et les opportunités que présente le défi du développement durable, en prenant en compte le climat, la nature et les inégalités ; en codéveloppant à partir de ces informations des guides pratiques à l'intention des PDG ; en prodiguant des conseils ciblés basés sur la science, qui se traduisent entre autres par la mise en place de normes et de protocoles; et en développant des outils et des plateformes pour aider les grandes entreprises axées sur le développement durable à

mener des actions intégrées pour lutter contre les défis climatiques, naturels et les problèmes d'inégalité dans tous les secteurs et régions géographiques.

Nos sociétés membres, qui viennent de tous les secteurs d'activité et sont basées dans toutes les grandes économies du monde, représentent un chiffre d'affaires combiné de plus de 8,5 milliards USD et un total de 19 millions d'employés. Notre réseau mondial, qui rassemble près de 70 conseils d'entreprise nationaux, offre à nos membres une portée inégalée à travers le monde. Depuis 1995, WBCSD est particulièrement bien placé pour travailler avec les entreprises membres tout au long des chaînes de valeur afin de fournir des solutions commerciales percutantes aux problèmes de développement durable les plus difficiles.

Ensemble, nous sommes la principale voix des entreprises axées sur le développement durable, unies par notre vision commune pour créer un monde dans lequel plus de 9 milliards de personnes vivent bien, dans les limites planétaires, d'ici au milieu du 21<sup>e</sup> siècle.

[www.wbcsd.org](http://www.wbcsd.org)

Suivez-nous sur [Twitter](#) et [LinkedIn](#)